



Bulletin d'Information de l'Ambassade des Etats-Unis au Sénégal



18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal • Tél. (221) 33 829 21 00 • Fax : (221) 33 822 23 45  
<http://dakar.usembassy.gov> • Panorama • Numéro 101 • Mai 2009

## Actualités

L'Ambassadeur des Etats-Unis  
visite Saint-Louis et Louga ..... 1

Obama consacre 6 milliards de dollars  
pour améliorer la santé dans le monde ....3

Inauguration d'un centre d'enfouissement  
des ordures ménagères .....4

## Politique Etrangère

AFRICOM souhaite  
un engagement sécuritaire durable .....6

Obama sollicite 1,42 milliard  
pour le Compte du Millénaire en 2010 ....7

## FOCUS (Rapport sur le terrorisme 2008)

Baisse de 18% du nombre des attentats  
terroristes en 2008 .....8

Le PATT, pour soutenir l'Afrique  
dans sa lutte contre le terrorisme .....9

Situation du terrorisme en Afrique  
et au Sénégal .....10

## Ressources

Les Secrets de la toile .....11

## L'Ambassadeur des Etats-Unis visite Saint-Louis et Louga

Dans le cadre de ses visites de proximité, Son Excellence l'Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal, Madame Marcia S. Bernicat s'est rendue dans les régions de Saint-Louis et Louga du 5 au 8 mai 2009.

A l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, Mme Bernicat a présidé la cérémonie d'ouverture du symposium portant sur le thème « bon voisinage et résolution des conflits en Afrique de l'Ouest », aux côtés de Monsieur le Recteur Mary Teuw Niane, entouré des doyens des différentes facultés de l'auguste institution universitaire.

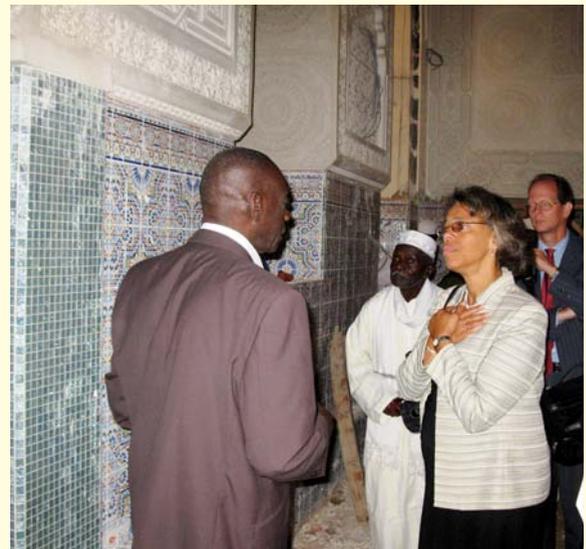


Mme Bernicat recevant un tableau des mains de M. Cheikh Bamba Dièye, Maire de la ville de Saint-Louis

# A

S'adressant aux séminaristes, Mme Bernicat a dit que lorsque l'on agit sur un conflit, « il est essentiel d'avoir une compréhension approfondie de la dynamique qui entoure ce conflit : son histoire, ses acteurs, les intentions cachées, le cadre des normes culturelles et ses processus politiques. » Elle a ajouté qu'il est également important d'écouter. Fustigeant la violence, elle a soutenu que celle-ci « est rarement la stratégie de résolution des conflits la plus efficace. » Elle invite au dialogue avec l'adversaire, « un des moyens les plus efficaces de contribuer au changement. »

exigüé quand environ 150 étudiants, professeurs et membres de la société civile sont venus écouter la communication de l'Ambassadeur.



Mme Bernicat à la grande mosquée El Hadji Oumar Tall de Saint-Louis

D'emblée, Mme Bernicat a rappelé le cadre très satisfaisant de coopération entre son pays et le Sénégal. Elle a cité en exemple le African Growth and Opportunity Act (AGOA) et le Millenium Challenge Corporation (MCC), deux programmes américains de développement dont le Sénégal bénéficie en ce moment. Répondant à la question de savoir la prochaine visite du Président Obama en Afrique, elle a assuré que quand ce sera fixé, elle bataillera ferme pour qu'il vienne au Sénégal

Mme Bernicat au centre And Taxawu Talibé

Au cours de son séjour dans la capitale du Nord, Mme Bernicat a rendu une visite de courtoisie à l'Imam Ratib de la Grande Mosquée El Hadji Oumar Tall. Ce dernier, El Hadji Abdoul Majib Diop, s'est réjoui de sa visite et lui a souhaité la bienvenue à Saint-Louis.

Mme Bernicat a également rendu des visites de courtoisie aux autorités locales et aux représentants de l'Etat dans la région. Elle a également visité des projets de développement financés par le Corps de la Paix américain et le Fonds d'auto-assistance de l'ambassade.

Après Saint-Louis, l'Ambassadeur des Etats-Unis s'est rendue dans la capitale du Ndiambour où elle a animé une conférence sur la politique étrangère du Président Barack Obama. La salle polyvalente du Centre Culturel s'est avérée



L'Ambassadeur aux côtés de MM. Ousmane Séné, Directeur du Warc et Mary Teuw Niane, Recteur de l'Université Gaston Berger

## Le Président Obama consacre 6 milliards de dollars pour améliorer la santé dans le monde

*Message de Madame Marcia S. Bernicat, Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal*

Nous célébrons le 28 mai les femmes du monde entier dont nous saluons les contributions extraordinaires dans toutes les sphères de la société, dans tous les secteurs professionnels et du travail, qu'elles soient dispensatrices ou bénéficiaires de soins médicaux.

Cependant, nous devons aussi centrer notre réflexion sur une dure vérité, à savoir que les femmes souffrent de manière disproportionnée de l'insuffisance des services de santé, notamment en matière de maternité et de planification familiale, de la discrimination, des effets de la guerre et, parfois, des conséquences funestes de traditions nocives. Les statistiques sont bouleversantes :

- Plusieurs centaines de milliers de filles et de femmes font l'objet chaque année d'un trafic aux fins d'asservissement ou de prostitution, voire les deux à la fois.
- On estime à plus d'une centaine de millions le nombre de femmes et de filles qui subissent une mutilation génitale ou une excision, c'est-à-dire l'ablation de l'organe génital féminin ou toute atteinte à cet organe, ce qui les expose à des risques très graves pour leur santé et pour leur bien-être.
- Chaque année, plus de 530.000 femmes meurent en couches ou pendant leur grossesse. La grande majorité de ces morts auraient pu être évitées moyennant des interventions sanitaires connues, simples et d'un coût acceptable en fonction de leurs résultats.
- Plus de 200 millions de femmes du monde en développement préféreraient différer leur prochaine grossesse ou ne plus avoir d'enfants, mais n'ont aucun accès aux méthodes modernes de contraception, ce qui provoque quelque 52 millions de grossesses involontaires et 22 millions d'interruptions de grossesse.
- Les femmes et les filles souffrent dans une mesure disproportionnée de la faim et de la maladie et sont plus nombreuses à en mourir. C'est ainsi qu'en Afrique subsaharienne, environ 58 % des séropositifs au VIH sont de sexe féminin. Dans certains pays, les filles âgées de 15 à 19 ans ont une prévalence au VIH de 3 à 6 fois supérieure à celle des garçons de la même tranche d'âge.
- La pénurie de soins médicaux, la pauvreté et la malnutrition provoquent des complications pendant la grossesse, dont la fistule obstétricale, chez au moins 80.000 femmes. Sans traitement, ces complications ont des conséquences catastrophiques : elles entraînent

souvent la mort de l'enfant, tandis que la femme souffrira pendant toute sa vie de problèmes génésiques et urinaires.

- Chaque année, 51 millions de filles sont mariées avant d'atteindre l'âge de 18 ans. Les filles qui se marient alors qu'elles ne sont encore que des enfants s'exposent davantage au risque de contracter certaines maladies liées au déclenchement de l'activité sexuelle et à la grossesse, notamment le VIH et la fistule obstétricale.

Malgré ces statistiques saisissantes, nous savons que les femmes, partout dans le monde, sont animées d'un esprit indomptable, d'une volonté de surmonter les obstacles et d'améliorer leur existence ainsi que celle de leur famille et de leur collectivité. Ainsi que l'a déclaré le président Obama : « (...) Nous devons aussi, d'une manière plus générale, renouveler notre détermination à garantir que nos filles auront les mêmes libertés et autant de possibilités que nos fils : celle de s'assurer une éducation de très haut niveau, de mener une carrière valorisante dans n'importe quelle branche d'activité, de se faire traiter et payer à l'égal des hommes, et de ne souffrir aucune limite à leurs rêves. Voilà ce que je souhaite pour toutes les femmes du monde. »

Le 5 mai, le président Obama a annoncé que son gouvernement entendait consacrer 63 milliards de dollars sur six ans à l'amélioration de la santé dans le monde. Dans son budget pour 2010, le président met l'accent sur les grands problèmes de santé, notamment la santé maternelle et infantile, la planification familiale et les maladies tropicales négligées, pour lesquels il prévoit des interventions rentables. Le budget prévoit également des fonds considérables pour le sida et il adopte une stratégie intégrée de lutte contre les maladies, d'amélioration de la santé et de renforcement des dispositifs de santé.

En tant que représentante du peuple américain, je suis fière de célébrer avec vous la Journée internationale d'action pour la santé des femmes. De concert avec le peuple sénégalais, les États-Unis sont résolus non seulement à favoriser l'enseignement universel pour les filles ainsi que les programmes cruciaux de santé et de planification familiale (en particulier la lutte contre le sida et les programmes de santé génésique), mais aussi à combattre la violence et la discrimination envers les femmes. Nous continuerons à puiser notre inspiration et notre force dans nos partenaires à l'étranger, afin qu'ensemble nous puissions protéger et améliorer la vie des femmes et des enfants du monde entier. Ce faisant, nous assurerons la réalisation de la promesse extraordinaire de prospérité et de progrès à laquelle aspirent les peuples de toutes les nations.

A

## Inauguration d'un centre d'enfouissement des ordures ménagères

L'Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal, Mme Marcia S. Bernicat a procédé, le jeudi 14 mai, à l'inauguration du nouveau centre d'enfouissement des ordures ménagères de la commune de Joal-Fadiouth.

Ce centre qui entre dans le cadre du projet pilote de gestion intégrée des ordures a été construit grâce à un appui financier de 10 millions de FCFA du service d'auto-assistance « Self Help » de l'Ambassade des Etats-Unis.

Le projet pilote de gestion intégrée des ordures qui a été mis sur pied par les autorités de la Commune de Joal-Fadiouth, grâce à l'appui technique des volontaires du corps de la paix consiste à :

- ramasser les ordures dans tous les quartiers ;
- trier et séparer les ordures, à partir des domiciles, en produits biodégradables et non-biodégradables, dans deux poubelles de couleurs différentes ;

- mettre en place une unité de compostage avec l'accompagnement du laboratoire de Microbiologie de l'Ecole Polytechnique de Dakar ;
- faire utiliser l'engrais produit par les cultivateurs, les agriculteurs et les maraîchers.

Après avoir exprimé sa grande joie d'inaugurer le nouveau centre d'enfouissement, Mme Bernicat a dit que « c'est parce que les Etats Unis d'Amérique et le Sénégal partagent la profonde conviction que l'hygiène, la propreté, et la santé revêtent une importance capitale dans la vie d'une personne et d'une société, que le gouvernement américain est attaché à promouvoir le travail déjà initié » par la commune de Joal-Fadiouth. « Le compostage de Joal est une structure qui a su captiver l'intérêt de l'Ambassade, par la motivation de ses membres, leur sens de l'organisation, et surtout leur volonté de voir les populations réussir dans le domaine économique et social, mais aussi vivre décemment sur le plan sanitaire, » a-t-elle ajouté.



Mme Bernicat nommée Maire honoraire de la commune de Joal-Fadiouth



Les habitants de Joal-Fadiouth ont réservé un accueil chaleureux à l'Ambassadeur Bernicat



Vue du centre d'enfouissement des ordures

P

## AFRICOM souhaite un engagement sécuritaire durable

Pour les pays africains, le rôle de l'US Africa Command (le Commandement des forces armées américaines pour la région africaine ou Africom) sera celui « d'un engagement durable favorisant la sécurité » en qualité de partenaire plus fiable pour tout le continent, a déclaré l'ambassadeur Mary Yates.



Madame Yates

Avant la création d'un commandement séparé pour l'Afrique, les engagements militaires et sécuritaires des États-Unis sur le continent avaient été épisodiques, a dit Mme Yates lors d'une récente conférence de presse au Centre de la presse étrangère de Washington. « Il n'y avait pas de format constant. »

« Nous espérons pouvoir rassembler assez de ressources pour devenir un partenaire qui sera encore plus fiable pour les nations africaines », a souligné cette diplomate de carrière le 12 mai. « Cette approche qui implique tout le gouvernement et que nous avons entamée avec l'Africa Command est un modèle à suivre, et je découvre qu'elle est bien reçue. »

Mme Yates, qui est le numéro deux de l'Africom pour les activités civilo-militaires, a expliqué que l'approche adoptée par le Commandement Afrique, créé le premier octobre 2008, consiste à renforcer les compétences sécuritaires de

ses partenaires, à promouvoir les relations stratégiques, à mener des activités favorisant la stabilité, et à répondre aux crises. Cela ne signifie pas, a-t-elle ajouté, que l'Africom aura toutes les ressources et tous les programmes nécessaires à l'Afrique, mais en concentrant ses efforts sur le continent, des partenariats efficaces et viables pourront être créés.

L'Africom a été créé à partir du Commandement des États-Unis pour l'Europe, qui était responsable de 92 pays européens et africains. L'attention de ce nouveau commandement portera entièrement sur l'Afrique, à l'exception de l'Égypte qui relève toujours du Commandement central. Mme Yates a noté que l'Égypte est bel et bien un pays africain et participe activement à tous les dossiers et défis du continent. Quand l'Africom avait été créé, les États-Unis avaient consulté les responsables égyptiens sur la voie à suivre.

Mme Yates a dit que les autorités militaires africaines ont fait savoir ce qu'elles souhaitaient de ce nouveau partenariat et ce à quoi elles s'attendaient, à savoir :

- être en mesure de se doter de forces armées compétentes ;
- renforcer leurs propres institutions sécuritaires ;
- être capables d'appuyer les initiatives et les missions internationales de paix et de maintien de la paix ;
- parvenir à se doter des capacités et de la volonté nécessaires pour décourager et éliminer les menaces.

« Ce sont les thèmes que nous ont répétés les autorités militaires africaines. Cela nous a éclairés », a indiqué Mme Yates.

Une collaboration civile élargie sera combinée à la coopération militaire avec la participation de l'Agence des États-Unis pour le développement international (l'USAID), le département d'État, le ministère des finances et d'autres organismes fédéraux, a précisé l'ambassadeur Yates.

« Nous œuvrons en étroite collaboration avec les militaires alors qu'ils mettent au point leurs programmes de coopération sécuritaire pour la région afin que ceux-ci soient plus efficaces, que l'aide humanitaire soit fournie de manière plus ciblée et de concours avec les initiatives de l'USAID et du département d'État sur le continent », a souligné Mme Yates. « Ce que nous voulons accomplir, c'est trouver les partenaires africains qui aspirent à bâtir la paix et la stabilité dans leurs pays et leur région. »

## Le Président Obama sollicite 1,42 milliard pour le Compte du Millénaire en 2010

Le président Obama a demandé au Congrès d'allouer 1,42 milliard de dollars à la Société du Compte du millénaire (MCC) pour l'année budgétaire 2010 qui commencera le 1er octobre 2009, ce qui constitue une augmentation de 63 % par rapport au total alloué pour l'année budgétaire en cours.

Il est clair, au vu d'un tel montant, que le gouvernement Obama entend appuyer en particulier les initiatives anti-corruption de la MCC dans le cadre de son plan général de réduction de la pauvreté dans le monde, a déclaré Alicia Phillips Mandaville, cadre supérieur de la MCC lors d'une discussion en ligne donnée sur America.gov le 19 mai.

La MCC a récemment renforcé ses critères d'évaluation des mesures adoptées par les pays à faible ou à moyen revenu pour prévenir et détecter la corruption et à y remédier. À cette fin, elle utilise des indicateurs de gouvernance établis par la Banque mondiale, des données obtenues par des sondages menés auprès d'entreprises et de particuliers sur leurs expériences relatives à la corruption au sein des gouvernements de leurs pays, et des informations fournies par des spécialistes de la lutte anti-corruption, a précisé Mme Mandaville.

Depuis 2005, la MCC a déboursé quelque 250 millions de dollars par le truchement de son « programme du seuil » qui appuie les initiatives anti-corruption dans 14 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Cette assistance « seuil » cible les pays qui sont près de devenir admissibles aux programmes de la MCC, dont ils pourront bénéficier une fois qu'ils auront rempli les conditions de bonne gouvernance.

La MCC détermine également l'admissibilité des pays à recevoir de l'assistance sur la base de normes strictes dans les domaines de la croissance économique, de la protection de l'environnement et de l'égalité entre les sexes.

La MCC est basée à Washington et les projets qu'elle finance sont gérés par les pays auxquels les fonds sont octroyés, et ce par le biais des bureaux du Compte du millénaire sur le terrain. La MCC coordonne ses dons financiers avec l'Agence des États-Unis pour le développement international (l'USAID) qui, elle, fournit les compétences techniques. Le directeur de la MCC est désigné par le président et sa nomination doit être confirmée par le Sénat. Un conseil d'administration présidé par la secrétaire d'État détermine les pays qui bénéficieront des initiatives du MCC et les projets qui seront financés.



F

## Baisse de 18% du nombre des attentats terroristes en 2008

Le nombre d'attentats terroristes perpétrés de par le monde en 2008 a diminué de 18 % par rapport à 2007, avec une baisse de 30 % du bilan en vies humaines durant la même période, indique le département d'État dans son tout dernier rapport sur le terrorisme dans le monde.

« Al-Qaïda et les réseaux qui lui sont affiliés continuent de perdre du terrain, à la fois au niveau de leurs structures et aux yeux du public, mais ils demeuraient toujours en 2008 la plus importante menace terroriste contre les États-Unis et leurs partenaires », selon la section d'évaluation stratégique de l'étude. Le rapport 2008 sur le terrorisme, comprenant notamment des comptes rendus sur chaque pays individuel, a été soumis au Congrès américain le 30 avril.

Selon les statistiques recueillies pour ce rapport par le Centre national du contreterrorisme (NCTC), il y a eu 11.770 attentats terroristes dans le monde en 2008, soit une baisse de 18 % du total de 14.506 en 2007. Le nombre de décès causés par des attaques terroristes en 2008 était de 15.765, soit 30 % de moins qu'en 2007 quand ces attentats avaient fait 22.508 morts.

Les progrès accomplis en vue de ralentir l'expansion du terrorisme dans le monde découlent de plusieurs initiatives entreprises par les États-Unis et leurs partenaires dans divers domaines, en particulier la surveillance policière, la collecte et le partage des renseignements, et les nouvelles lois s'appliquant au contreterrorisme, a dit Ronald Schlicher, coordinateur par intérim du contreterrorisme au département d'État. Notant qu'il a été possible de bloquer une bonne partie du financement des activités terroristes, M. Schlicher a dit qu'Al-Qaïda essaie activement de lever des fonds de n'importe quelle source.

Le NCTC indique qu'en 2008, les terroristes ont eu de plus en plus recours aux raptus contre rançons, ce qui montre qu'ils avaient du mal à obtenir des fonds de la part de leurs sources habituelles.

M. Schlicher a dit qu'être parvenu à un consensus international contre le terrorisme et les groupes terroristes a fait que beaucoup d'entre eux ne peuvent plus aussi facilement recruter de nouveaux membres, obtenir des armements et des munitions et lever des fonds auprès de leurs sympathisants dans le monde.

« Les groupes terroristes les plus inquiétants - de par l'étendue de leur rôle à l'échelle internationale - partagent un grand nombre des caractéristiques d'une insurrection qui serait à la même échelle : campagnes de propagande, appui au niveau des populations locales, idéologie transnationale, de même que des ambitions politiques et territoriales », précise le rapport.

Une autre raison du déclin du terrorisme suite à près d'une décennie au cours de laquelle il s'était régulièrement intensifié, est le fait que des progrès significatifs ont été accomplis pour éliminer les responsables des groupes terroristes, apprend-on du même rapport.

« Ces initiatives nous donnent le temps de mettre en œuvre les éléments non violents et à long terme d'une stratégie globale contre le terrorisme, entre autres : perturber les opérations terroristes, les communications, la propagande, la planification et le financement d'activités, et la prévention de la radicalisation avant que celle-ci ne prenne racine », ajoute le rapport annuel.

Le département d'État a adopté une approche régionalisée - baptisée initiative stratégique régionale - qui s'est révélée très utile pour perturber l'organisation des groupes terroristes, a indiqué M. Schlicher.

Celui-ci a expliqué qu'au cours des 25 dernières années, plus de 6.000 responsables gouvernementaux ont participé au programme de formation antiterroriste du département d'État qui comporte souvent des éléments spécifiques pour chaque région du monde.

« Sans les États qui les parrainent, les groupes terroristes auraient beaucoup plus de mal à obtenir les fonds, les armes, le matériel et les abris sûrs dont ils ont besoin pour organiser et exécuter leurs opérations », indique le rapport. « Les États-Unis continueront à insister pour que lesdits pays mettent fin au soutien qu'ils accordent aux groupes terroristes. » Parmi les pays cités dans ce cadre : Cuba, l'Iran, le Soudan et la Syrie. La Corée du Nord a été enlevée de cette liste le 11 octobre 2008, précise le rapport, parce qu'elle ne fournit plus un appui matériel et de l'assistance à des terroristes ou à des organisations terroristes.

## Le PATT, pour soutenir l'Afrique dans sa lutte contre le terrorisme

Le Partenariat antiterroriste transsaharien (PATT, en anglais TSCTP : Trans-Sahara Counterterrorism Partnership) est une stratégie pluriannuelle multiple pour combattre l'extrémisme violent et vaincre les organisations terroristes par un renforcement des capacités antiterroristes nationales et régionales, un accroissement et une institutionnalisation de la coopération entre les organismes de sécurité et de renseignement de la région, la promotion de la gouvernance démocratique et le discrédit de l'idéologie terroriste. Les buts généraux sont de renforcer les capacités propres des pays de la zone sahélienne (Burkina Faso, Mauritanie, Mali, Tchad et Niger, ainsi que Nigéria et Sénégal) pour relever le défi posé par les organisations terroristes dans les pays transsahariens et faciliter la coopération entre ces pays et ceux du Maghreb (Maroc, Algérie et Tunisie) déjà partenaires des États-Unis.

Le PATT a été créé pour faire suite à l'Initiative pan-sahélienne qui ne couvrait que le Sahel. L'inquiétude actuelle à la vue de la poursuite de l'action des extrémistes pour créer des refuges et constituer des réseaux de soutien au Maghreb et au Sahel et la prise de conscience qu'Al-Qaïda et d'autres cherchent à imposer des idéologies radicales aux populations musulmanes traditionnellement modérées de la région ont donné le sentiment qu'il était urgent d'adopter une démarche intégrée pour faire face aux menaces actuelles et empêcher la création d'une situation lourde de menaces pour l'avenir.

### Voici les principaux volets de ce partenariat :

- poursuite de l'Aide à la formation antiterroriste, du Programme d'interdiction du terrorisme et du Programme de lutte contre le financement du terrorisme dans la région transsaharienne, avec possible extension régionale de ces programmes ;
- programmes de communication publique visant à lutter contre l'extrémisme violent dont le prosélytisme s'étend à l'ensemble de la région transsaharienne et à élaborer une programmation régionale pour l'ensemble de cette zone vaste et diverse. Accent mis sur la préservation de la tolérance et de la modération traditionnelles de la plupart des communautés musulmanes africaines et lutte contre la montée de l'extrémisme, notamment chez les jeunes et les ruraux ;
- programmes de gouvernance démocratique s'efforçant notamment de fournir un niveau de soutien des États-Unis suffisant pour permettre la mise en place d'institutions démocratiques, la résolution des

problèmes économiques et sociaux contribuant à la radicalisation au Maghreb et au Sahel et aider au renforcement de la capacité de ces États à faire face à des menaces internes ;

- enfin, programmes militaires visant à développer la coopération entre armées, à s'assurer qu'il existe des ressources suffisantes pour former, conseiller et assister les forces régionales et à établir des institutions facilitant l'accroissement de la coopération régionale, de la communication et du partage du renseignement.



Le PATT a tenu une conférence régionale en février 2007 à Dakar

Par ailleurs, le département d'État et le Centre africain d'études stratégiques (ACSS) du ministère de la défense collabore avec l'UA pour organiser des ateliers sur la lutte contre le terrorisme. En décembre, un atelier sur le « Développement de la capacité africaine de lutte antiterroriste » a été organisé. Il était axé sur la lutte contre le financement du terrorisme en Afrique du Nord et de l'Ouest. Cet atelier a réuni une cinquantaine de responsables civils et militaires de pays de cette zone engagés dans le Partenariat antiterroriste transsaharien.

## Situation du terrorisme en Afrique et au Sénégal

« La menace du terrorisme - absurde destruction de vies innocentes et de biens, souvent au prix de sa propre mort - dépasse l'entendement. Le monde doit s'unir pour lutter contre ce fléau. Nul, personne ou pays, n'est à l'abri. Les enragés qui se livrent à ces actes ignobles ruinent leur propre cause car ils finissent par tuer même ceux qui pourraient peut-être les laisser plaider leur cause face au monde. Ils finissent par tout perdre. »

*Ellen Johnson Sirleaf,  
présidente de la République du Libéria*

Un petit nombre d'agents d'Al-Qaïda (AQ) en Afrique de l'Est et un plus grand nombre de militants d'Al-Shabaab en Somalie sont demeurés la menace la plus sérieuse pour les intérêts américains et alliés dans cette région. La Somalie reste un théâtre d'opérations très ouvert. Elle est devenue un refuge pour des terroristes tant étrangers que somaliens. Ses frontières poreuses et son instabilité politique permanente y ont permis le passage de terroristes et l'organisation de réseaux. Al-Shabaab et autres extrémistes islamiques de Somalie continuent à perturber les efforts de maintien de la paix. Ils veulent établir un pouvoir brutal et abusif. Un nombre restreint d'agents est-africains d'Al-Qaïda va continuer à y constituer une menace durable pour la communauté internationale.

À l'évidence, cette menace s'est accrue : le 29 octobre, des terroristes ont lancé cinq attentats-suicides à la voiture piégée, presque simultanés, contre le Programme des Nations unies pour le développement et des immeubles publics dans le Puntland et le Somaliland, faisant au moins 21 victimes. Al-Shabaab, que les États-Unis ont le 19 mars 2008 officiellement qualifié de groupe terroriste, a pris le contrôle de zones vitales du sud et du centre de la Somalie, notamment de la ville portuaire de Kismayo et de ses environs. Dans le nord et l'ouest de l'Afrique, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) a étendu le champ de ses actions terroristes au Sahel, perpétrant des attentats en Mauritanie et au Mali. Le 1er février, l'ambassade d'Israël à Nouakchott, en Mauritanie, et une boîte de nuit située à proximité ont été

l'objet d'un attentat qui a blessé un civil français. En février, AQMI a pris en otage deux civils autrichiens, ne les libérant que huit mois plus tard, après paiement d'une rançon. En septembre, AQMI a tué puis décapité onze soldats mauritaniens. Selon des communiqués d'Associated Press, le 14 décembre 2008, AQMI a kidnappé au Niger deux diplomates des Nations unies de nationalité canadienne, qu'il détient en otage au Mali.

De nombreux gouvernements africains ont renforcé leur lutte contre le terrorisme et accru leur coopération dans ce domaine. Tant l'Union africaine (UA) que les organisations régionales africaines ont continué à engager des actions pour accroître la coopération antiterroriste et le partage des renseignements. La Communauté de développement de l'Afrique australe a publiquement condamné toutes les formes d'activités terroristes et a exprimé sa volonté de travailler avec la communauté internationale dans la lutte contre le terrorisme. Malgré ces bonnes intentions, ses capacités et sa participation à la lutte antiterroriste sont encore très restreintes.

Le gouvernement sénégalais a coopéré avec les États-Unis pour identifier les groupes terroristes opérant sur le territoire sénégalais. Toutefois, beaucoup de travail reste à faire pour développer les services de premières interventions, pour faciliter le partage rapide des informations entre les différentes agences et pour contrôler les frontières où la police et les services de sécurité ne sont pas assez bien équipés pour empêcher le trafic transfrontalier. Bien que Al-Qaïda n'a pas lancé d'attaques ou sécuriser un refuge sûr au Sénégal, elle a tenté de mettre en place des points de transit et des réseaux de facilitation dans le pays. Le Sénégal a affirmé son engagement à soutenir les efforts du gouvernement américain visant à accroître la sécurité des frontières. Le Sénégal a reconnu que certains groupes ont manifesté leur intérêt à s'engager dans la collecte de fonds et dans les activités de propagande et à participer à des efforts régionaux visant à lutter contre le financement du terrorisme. Le Sénégal ne dispose pas de législation contre le terrorisme et ses lois actuelles ne permettent pas une poursuite facile des personnes suspectées de terrorisme. Pour 2008, le Sénégal a participé à des programmes d'assistance antiterroriste.

## Les secrets de la toile

Par

Stephen Mallinger

Le site de ce mois-ci est <http://medlineplus.gov>, l'un des meilleurs sinon le meilleur site de médecine sur le web. Medlineplus peut être considéré comme la bibliothèque médicale nationale des États-Unis, sauf que cette bibliothèque n'est pas dans un bâtiment, mais complètement en ligne! Outre le fait de fournir une information encyclopédique sur les maladies, les médicaments (à la fois sur les traitements standard et sur de nouvelles avancées), ce site web offre plus beaucoup. Medlineplus offre de magnifiques présentation PowerPoint et des vidéos d'opérations et des procédures médicales. Le site offre de l'information dans plus de quarante langues différentes et maintient des liens avec de grandes bibliothèques médicales et des revues, et possède même un journal en ligne qui nous tient à jour sur les informations médicales. Conçu à la fois pour le profane et pour le professionnel de la santé, MedlinePlus est une nécessité absolue pour la recherche en médecine moderne.

Destinataire :

## Quoi de neuf ?

L'Ambassade des Etats-Unis à Dakar a le plaisir de vous inviter à visiter sa nouvelle page web sur les études aux Etats-Unis logée à l'adresse suivante : <http://french.dakar.usembassy.gov/wwwheduusafr.html> . Vous y trouverez toutes les informations relatives au service d'orientation du bureau des Affaires Publiques de l'Ambassade et également tous les conseils pratiques pour les étudiants qui désirent poursuivre leurs études aux Etats-Unis.

The screenshot shows a web browser window displaying the website 'Etudes aux Etats-Unis'. The browser's address bar shows the URL 'http://french.dakar.usembassy.gov/wwwheduusafr.html'. The website header includes 'Editions: Español | Français | Français | العربية | 中文 | عربي' and 'U.S. DEPARTMENT OF STATE'. The main content area is titled 'Etudes aux Etats-Unis' and features a navigation menu on the left with categories like 'PAGE PRINCIPALE', 'L'AMBASSADEUR', 'SERVICES CONSULAIRES & VISAS', etc. The main text describes the 'service d'orientation pédagogique des études aux Etats-Unis' and lists services such as individual information sessions, brochures, and information on scholarships and exchange visas. A 'CONTACT' section at the bottom provides a note about SEVIS fees starting from October 27, 2008.

## Panorama

Directeur de la publication : Katherine DIOP

Rédacteur en chef : Oumar WATT

Composition : Angélica MENDY

Conception - Réalisation : POLYKROME

18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal

Tél. (221) 33 829 21 00 • Fax: (221) 33 822 23 45

<http://dakar.usembassy.gov>

